

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 17/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEPE de La Butte de Soigny - PE La Butte de Soigny**

35 av Victor Hugo  
BP 266  
75770  
75016 Paris

Références : D2e 2026-329

Code AIOT : 0005704833

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 dans l'établissement SEPE de La Butte de Soigny - PE La Butte de Soigny implanté parcelle 51210 Le Gault-Soigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Action régionale "Mesures ERC"

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEPE de La Butte de Soigny - PE La Butte de Soigny
- parcelle 51210 Le Gault-Soigny

- Code AIOT : 0005704833
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Butte de Soigny comporte un poste de livraison et 7 aérogénérateurs dont 4 mesurent 125m de hauteur de bout de pâle et 3 mesurent 130m de hauteur bout de pâle. La puissance totale est de 14 MW. Les aérogénérateurs sont situés sur les territoires des communes de Le Gault-Soigny, Boissy-le-Repos et Charleville dans la Marne (51).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 28/10/2015, article 7	Sans objet
2	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 28/10/2015, article 7	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en lumière :

- que la prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation visant à mettre en place des rideaux paysager est désormais caduque car son caractère inadapté a été justifié ;
- que le dernier suivi environnemental statue sur une mortalité Avifaune/chiroptère faible et conclut que les mesures en place sont efficaces ;
- que le dépôt des données sur le télé-service "Dépobio" est attesté.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déploiement des mesures ERC prescrites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2015, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection du paysage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  Afin de réduire la perception visuelle du parc éolien depuis les habitations, l'exploitant aménage trois rideaux paysagers constitués d'arbres matures (2 à 3 m de hauteur) de manière à ce que la mesure soit active dès la mise en service du parc éolien. Ces plantations sont réalisées, pour les deux premières, le long de la voirie du hameau du Bout-du-Val et pour la troisième le long du

chemin menant à la ferme à l'extrémité Est du hameau de Soigny. Elles représentent une longueur d'environ 70 m chacune. L'entretien de ces plantations est à la charge de l'exploitant. L'entretien des plantations est réalisé autant que nécessaire.

[...]

#### **Constats :**

Depuis la mise en service industrielle du parc en 2019, 3 rideaux paysagers devaient être installés afin de réduire la perception visuelle du parc depuis les habitations. L'exploitant a déclaré ne pas avoir pu les installer et l'Inspection a effectivement constaté leur absence au cours de la visite terrain.

1 rideau paysager concernait une ferme située à l'extrémité Est du hameau de Soigny. Le propriétaire de la ferme a souhaité mettre en place une clôture en lieu et place du rideau paysager, ce qui a été mis en place suite à la signature d'une convention entre les parties en date du 5 octobre 2020. L'Inspection a pu constater l'existence de cette convention et la partie terrain a permis de confirmer la présence de la clôture dont l'exploitant a supporté la charge financière et le propriétaire son installation.

2 rideaux paysagers concernaient le long d'une voirie du hameau du Bout-du-Val. 7 riverains étaient touchés par cette mesure. L'ensemble des riverains a signé un avis défavorable à l'installation des rideaux paysagers en date du 18 août 2020. Les justificatifs ont été consultés par l'Inspection.

Au vu des éléments présentés, la prescription contrôlée appartenant à l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2015-AU-76-IC du 28 octobre 2015 est désormais considérée caduque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Déploiement des mesures ERC prescrites**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/10/2015, article 7

**Thème(s) :** Autre, Protection des chiroptères

#### **Prescription contrôlée :**

Afin de réduire l'impact du fonctionnement du parc éolien sur l'activité chiroptère, l'exploitant met en place un plan de bridage des éoliennes dans les conditions suivantes :

- de début avril à fin octobre, sous la double condition suivante:
- au crépuscule (soit pendant 2 heures après le coucher du soleil et pendant 1 heure avant le lever du soleil) ;
- lorsque les conditions météorologiques sont favorables (vitesse du vent inférieure à 6 m/s, absence de pluie, température extérieure supérieure à 10°C).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements

justifiant l'arrêt de l'activité des éoliennes.
[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son plan de bridage en faveur des chiroptères et ses conditions de mise en œuvre.  L'Inspection a procédé à une vérification de l'effective application de ce plan de bridage. Par sondage, les mois d'octobre 2025 et d'avril 2026 ont été regardés. Il n'est pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.  Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.  Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son dernier suivi environnemental datant février 2022 (pour l'année 2021). Celui-ci statue sur une "mortalité usuelle" compte-tenu des chiffres faibles recensés et conclut que les mesures en place sont efficaces.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Collecte des données du suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
---

<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]  <b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté une attestation de dépôt des données sur le télé-service datant du 28 avril 2022.  Il n'est pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite